

**Hégémonie et recontextualisation discursives du néolibéralisme :
Analyse lexicométrique de 40 ans de rapports annuels de l'OCDE, de
la Banque mondiale et de l'OIT**

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée à la Faculté de Philosophie et Sciences sociales de l'Université libre de Bruxelles
Pour l'obtention du grade de Docteur en Sciences politiques et sociales

Par Cédric Leterme

Promotrice : Mme Corinne Gobin, Maître de Recherche, FNRS - Université libre de Bruxelles

Membres du jury : Roser Cussò, Professeure, Université Paris-1, Barbara Delcourt, Professeure,
Université libre de Bruxelles, Corinne Gobin, Maître de Recherche, FNRS - Université libre de
Bruxelles, Sandrine Kott, Professeure, Université de Genève, Esteban Martinez, Chargé de cours,
Université libre de Bruxelles

Bruxelles

2016-2017

TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale	1
<i>Le discours comme « moment stratégique » des « luttes hégémoniques »</i>	4
<i>Les années 1970 comme co-construction discursive et extra-discursive</i>	6
<i>Hypothèses et dispositif de recherche</i>	9
<i>Structure du travail</i>	12
Partie 1 : Fondements théoriques et méthodologiques.....	16
1.1. Réalisme critique, économie politique culturelle et analyse critique du discours	16
1.1.1. Le réalisme critique.....	16
1.1.2. Mobiliser le réalisme critique au service d'une « économie politique culturelle »	21
1.1.3. Le rôle du « discours » et les apports de la CDA.....	26
1.2. Le néolibéralisme au prisme de la CPE et de la CDA	30
1.2.1. Le néolibéralisme comme (contre-)offensive de classe.....	30
1.2.2. Le néolibéralisme comme gouvernementalité	35
1.2.3. Le néolibéralisme en critique	37
1.2.4. Le néolibéralisme comme discours.....	39
1.3. Discours, néolibéralisme et organisations internationales	52
1.3.1. Les organisations internationales comme acteurs et/ou relais du néolibéralisme.....	52
1.3.2. Les organisations internationales comme entités symboliques et/ou matérielles	56
1.3.3. La CPE et la CDA au service d'une analyse doublement relationnelle des organisations internationales dans le cadre du néolibéralisme.....	60
Partie 2 : Question, hypothèses et dispositif de recherche	63
2.1. La Banque mondiale, l'OCDE et l'OIT dans et face à l'hégémonie néolibérale : intérêts d'une analyse en termes de recontextualisation discursive.....	63
2.1.1. Caractéristiques institutionnelles et historiques de la Banque mondiale, de l'OCDE et de l'OIT.....	63
2.1.1.1. La Banque mondiale : une Banque au service du développement.....	63
2.1.1.2. L'OCDE : une coopération économique entre capitalismes avancés	67
2.1.1.3. L'OIT : la justice sociale comme idéal et comme principe de fonctionnement	73
2.1.2. La Banque mondiale, l'OCDE et l'OIT dans et face au(x) néolibéralisme(s) : revue de la littérature	78
2.1.2.1. La Banque mondiale comme relais ou acteur du consensus (post-)Washington ? ...	78
2.1.2.2. L'OCDE comme relais ou précurseur du (post-)néolibéralisme ?.....	83
2.1.2.3. L'OIT comme victime ou résistante du néolibéralisme ?	88
2.2. Question et hypothèses de recherche	101
2.2.1. Hypothèse 1 : le « discours néolibéral » comme discours « hégémonique ».....	101
2.2.2. Hypothèse 2 : le « discours néolibéral » comme discours « recontextualisé ».....	104
2.2.3. Hypothèse 3 : Le « discours néolibéral » comme discours recontextualisé selon deux	

« métalogiques » distinctes	105
2.3. Dispositif de recherche.....	107
2.3.1. La lexicométrie comme méthode d'analyse du discours	107
2.3.1.1. Le discours par ses unités fondamentales : les mots.....	107
2.3.1.2. La nécessité de corpus fermés et homogènes.....	110
2.3.1.3. Les principaux outils de la lexicométrie	110
2.3.1.4. Intérêts et limites de la lexicométrie pour notre question de recherche.....	112
2.3.2. Les « rapports annuels » comme production régulière (et donc comparable) de « discours institutionnels »	114
2.3.2.1. Le rapport comme discours instituant.....	114
2.3.2.2. Un genre discursif qui se décline en sous-genres multiples.....	115
2.3.2.3. Présentation des corpus de référence	116
2.3.2.3.1. Corpus « BM ».....	116
2.3.2.3.2. Corpus « OCDE »	122
2.3.2.3.3. Corpus « OIT »	126
2.3.2.3.3.1. Corpus « RDGEX »	126
2.3.2.3.3.2. Corpus « RDG ».....	129
2.3.3. Étapes d'analyse.....	132
2.3.3.1. Analyse synchronique globale	132
2.3.3.2. Analyse synchronique particulière.....	132
2.3.3.3. Analyse diachronique globale.....	134
2.3.3.4. Analyse diachronique particulière	135
Partie 3 : Recontextualisation du discours néolibéral dans les « rapports sur le développement dans le monde » de la Banque mondiale et les « rapports d'activités » de l'OCDE.....	136
3.1. Analyse synchronique globale	136
3.1.1. Étude du vocabulaire le plus fréquent des corpus « BM » et « OCDE » : Entre similarités thématiques et spécificités institutionnelles et discursives	136
3.1.2. Des remarques similaires concernant les acteurs	137
3.2. Analyses synchroniques particulières	140
3.2.1. Registre thématique.....	140
3.2.1.1. Le travail avant tout comme rapport marchand	140
3.2.1.2. L'emploi comme objet et objectif politiques	140
3.2.1.3. La croissance quantitative (de la Banque mondiale) vs la croissance qualitative (de l'OCDE).....	141
3.2.1.4. Le développement comme qualificatif plutôt que comme processus	141
3.2.1.5. La protection avant la sécurité sociale	142
3.2.2. Registre des acteurs.....	143

3.2.2.1. Des « pays » classés selon des critères institutionnels spécifiques.....	143
3.2.2.2. L'État et son rôle dans l'économie	143
3.2.2.3. Des gouvernement(s) évoqués sur un mode descriptif et/ou prescriptif.....	144
3.2.2.4. Les « entreprises » comme entités plurielles	145
3.2.2.5. Des « employeurs » recruteurs (BM) vs des employeurs comme interlocuteurs sociaux (OCDE).....	146
3.2.2.6. Les « travailleurs » comme acteur passif ou catégorisé.....	146
3.2.2.7. Des syndicats comme acteurs autonomes (BM) vs des syndicats comme interlocuteurs sociaux (OCDE).....	147
3.3. Analyse diachronique globale.....	148
3.3.1. AFC : Des ruptures chronologiques « brouillées » mais bien présentes.....	148
3.3.2. Des spécificités comme écho recontextualisé des différentes « phases » du néolibéralisme	151
3.4. Analyse diachronique particulière	154
3.4.1. Registre thématique :	154
3.4.1.1. De la réforme du marché du travail au marché comme modalité de réforme du travail	154
3.4.1.2. Favoriser plutôt que protéger l'emploi	162
3.4.1.3. La croissance comme condition nécessaire mais pas nécessairement suffisante du développement	173
3.4.1.4. Le développement entre évolutions conceptuelles et permanence des partis pris (néo)libéraux	178
3.4.1.5. De la protection sociale comme obstacle, à la protection sociale comme instrument de la (re)marchandisation de l'économie.....	185
3.4.1.6. La sécurité sociale comme enjeu de réforme avant tout pour les pays « développés »	190
3.4.2. Registre des acteurs.....	193
3.4.2.1. Le « mieux d'État » comme alternative au « plus ou moins d'État ».....	193
3.4.2.2. Suspects ou victimes, les gouvernements doivent s'adapter.....	196
3.4.2.3. De l'entreprise objet de réforme, à l'entreprise comme acteur social.....	199
3.4.2.4. De l'employeur comme interlocuteur social, à l'employeur comme recruteur de main-d'œuvre	202
3.4.2.5. Les travailleurs comme facteur de production.....	204
3.4.2.6. Du syndicat-obstacle, au syndicat-partenaire de l'ajustement.....	209
Conclusion : Retour sur les hypothèses de départ.....	212
Partie 4 : Recontextualisation du discours néolibéral dans les « rapports annuels » du Directeur général du BIT	216
4.1. Analyse synchronique globale	216
4.1.1. Index hiérarchique : Un univers social spécifique à l'OIT	216

4.1.2. Tout comme des acteurs surtout mobilisés dans le champ des relations professionnelles	218
4.2. Analyse synchronique particulière	222
4.2.1. Registre thématique.....	222
4.2.1.1. Le travail avant tout comme objet (de régulation) social.....	222
4.2.1.2. Des usages d'emploi plus « orthodoxes ».....	223
4.2.1.3. Une croissance « négligée ».....	224
4.2.1.4. Et un développement en tension	225
4.2.1.5. La sécurité avant la protection sociale	225
4.2.2. Registre des acteurs.....	227
4.2.2.1. Des « pays » classés selon une double logique géographique et socio-économique	227
4.2.2.2. Un débat sur le rôle de l'État moins évident.....	227
4.2.2.3. Les « gouvernements » comme acteurs du tripartisme	229
4.2.2.4. Les travailleurs à la fois comme acteurs et objet d'intervention de l'OIT.....	230
4.2.2.5. Des syndicats évoqués avant tout comme acteurs autonomes	230
4.2.2.6. Les « employeurs » comme interlocuteurs sociaux	231
4.2.2.7. La « petite entreprise » comme figure privilégiée du « monde des affaires ».....	232
4.3. Analyse diachronique globale	233
4.3.1. AFC : entre stabilité et transition institutionnelles et lexicales.....	233
4.3.2. Analyse des spécificités : entre décalage temporel et recontextualisation de l'imaginaire néolibéral à l'OIT	236
4.3.2.1. 1970-1989 : continuité institutionnelle et thématique.....	236
4.3.2.2. 1990-1999 : de la transition au (début de) renouveau conceptuel	239
4.3.2.3. 2000-2015 : stabilisation de la « conversion stratégique »	241
4.4. Analyse diachronique particulière	243
4.4.1. Registre thématique.....	243
4.4.1.1. Du travail comme enjeu social collectif, à une problématique économique individualisée	243
4.4.1.1.1. Du double rétrécissement des « conditions de travail ».....	244
4.4.1.1.2. De la réticence à l'accommodation de la (re)marchandisation du travail	248
4.4.1.1.3. Le renouveau conceptuel de l'Agenda du travail décent	252
4.4.1.2. Du « plein-emploi productif » au soutien à la création d'emplois	256
4.4.1.2.1. De l'obligation de résultat à l'obligation de moyens en matière d'emplois	256
4.4.1.2.2. De la promotion de l'emploi rural à la promotion de l'emploi par (et pour) les entreprises	259
4.4.1.2.3. Politique du plein-emploi ou politiques du marché du travail ?	262
4.4.1.2.4. Une sécurité relativement absente et « des emplois » de plus en plus recherchés	

.....	264
4.4.1.3. La « croissance » : du triomphalisme keynésien aux renoncements néolibéraux...	266
4.4.1.4. Un discours sur le développement en phase avec les évolutions de la « communauté internationale du développement »	270
4.4.1.4.1. Un équilibre changeant entre développements économique et social.....	273
4.4.1.5. La « sécurité sociale » redéfinie par et dans la « protection sociale »	275
4.4.2. Registre des acteurs.....	280
4.4.2.1. L’OIT entre lucidité et aveuglement (volontaire?) au sujet de l'interventionnisme de l'État néolibéral	280
4.4.2.2. Des gouvernements avant tout « partenaires » de l'ajustement.....	284
4.4.2.3. De la gestion à la création de (petites) entreprises (durables) : l'itinéraire du néolibéralisme par sa figure sociale privilégiée	288
4.4.2.4. Des employeurs-dirigeants d’entreprises aux employeurs-acteurs sociaux.....	295
4.4.2.5. Des travailleurs comme acteurs politiques, aux travailleurs comme facteur de production	301
4.4.2.5.1. Double rétrécissement (quantitatif et qualitatif) des travailleurs comme acteurs politiques.....	302
4.4.2.6. Les syndicats comme partenaires responsables et/ou à responsabiliser	306
Conclusion : Retour sur les hypothèses de départ.....	310
Conclusion générale.....	314
<i>Comprendre le néolibéralisme au-delà des réductionnismes : l'intérêt du réalisme critique, de la CPE et de la CDA</i>	<i>315</i>
<i>De l'importance de la recontextualisation discursive du néolibéralisme dans et à travers les organisations internationales</i>	<i>317</i>
<i>Hypothèses et dispositif de recherche</i>	<i>319</i>
<i>Des hypothèses largement confirmées</i>	<i>323</i>
Bibliographie.....	329